

ORGANISATION MONDIALE

DU COMMERCE

S/WPGR/12

3 juillet 2003

(03-3562)

Groupe de travail des règles de l'AGCS

MISE À JOUR DU RAPPORT ANNUEL DE 2002 DU GROUPE DE TRAVAIL DES RÈGLES DE L'AGCS AU CONSEIL DU COMMERCE DES SERVICES (2003)

1. Depuis son dernier rapport annuel¹, le Groupe de travail des règles de l'AGCS a tenu trois réunions formelles.² À chacune de ces réunions, le Groupe de travail a examiné les trois mandats de négociation qui lui ont été confiés: mesures de sauvegarde d'urgence (article X); marchés publics (article XIII); et subventions (article XV). Il a aussi tenu plusieurs réunions informelles sur les trois points.

I. NÉGOCIATIONS SUR LES MESURES DE SAUVEGARDE D'URGENCE AU TITRE DE L'ARTICLE X DE L'AGCS

2. Les Membres ont poursuivi l'examen de divers thèmes issus de réunions et de communications antérieures. Parmi les questions à l'examen figuraient l'opportunité et la faisabilité d'un mécanisme de sauvegarde d'urgence, l'interprétation du mandat énoncé à l'article X de l'AGCS, l'application en fonction du mode de fourniture, les exemples présentés par les Membres, de dispositions de type sauvegarde figurant dans des accords d'intégration économique, dans des listes de Membres et dans des instruments de l'OMC, ainsi que le traitement spécial et différencié. Il y avait des divergences de vues quant au point de savoir si certains des exemples constituaient des dispositions de type sauvegarde. Les Membres ont également examiné les éventuels éléments communs pour divers types de mécanismes de sauvegarde d'urgence sur la base de la Récapitulation³ et de la Vue d'ensemble de la récapitulation⁴, et les questions relatives au processus, telles que les dispositions en matière de transparence, de notification, de consultation et de surveillance, ainsi que les procédures de règlement des différends accélérées.

3. De nombreuses délégations ont demandé au Groupe de travail d'examiner des situations réelles ou hypothétiques pouvant justifier des mesures de sauvegarde, et la forme que l'action pouvait prendre, en tant qu'élément important destiné à faire avancer les négociations. La Thaïlande a présenté un exemple en février au nom des membres de l'ANASE. Le Groupe de travail réfléchit toujours à la question de savoir si cet exemple peut être considéré comme une situation possible justifiant un mécanisme de sauvegarde d'urgence. D'autres délégations ont laissé entendre que la discussion sur les dispositions de type sauvegarde s'appliquant aux services devrait se poursuivre.

¹ S/WPGR/8, 5 décembre 2002.

² Réunions du 3 décembre 2002, du 25 février 2003 et des 13 et 14 mai 2003.

³ JOB(01)/122 + Add.1.

⁴ JOB(02)/200 et --/Rev.1.

4. À la demande des Membres, le Secrétariat a établi trois documents: i) une *Compilation des références faites par les délégations aux dispositions de type sauvegarde*⁵; ii) une note sur les *Éléments essentiels figurant dans les propositions des Membres - Vue d'ensemble de la Récapitulation*⁶; et iii) une note sur les *Dispositions de type sauvegarde dans les accords d'intégration économique*.⁷

5. Le 14 mars 2003, l'ex-Président du Groupe de travail, M. Thomas Chan, a fait distribuer sous sa responsabilité un rapport sur les négociations sur les mesures de sauvegarde d'urgence⁸, comme le prescrivait le programme de travail sur les mesures de sauvegarde d'urgence adopté le 22 juillet 2002.⁹ Les délégations ont eu un premier échange de vues sur ce rapport au cours d'une réunion informelle tenue le 20 avril. À la réunion formelle des 13 et 14 mai, le Groupe de travail a poursuivi l'examen du rapport. Les observations faites par les délégations sont consignées dans le compte rendu de cette réunion.¹⁰ À la même réunion, les Communautés européennes ont présenté par écrit une contribution sur la *Possibilité d'appliquer des mesures de sauvegarde d'urgence dans le cadre de l'AGCS*.¹¹ Un certain nombre de délégations ont accueilli favorablement cette contribution. D'autres délégations ont exprimé des points de vue différents.

II. NÉGOCIATIONS SUR LES MARCHÉS PUBLICS AU TITRE DE L'ARTICLE XIII DE L'AGCS

6. Les débats se sont poursuivis sur la communication des Communautés européennes et de leurs États membres sur les marchés publics de services.¹² En mai, les Communautés européennes ont présenté une nouvelle contribution proposant un cadre juridique pour les marchés publics de services.¹³ Parallèlement, plusieurs délégations continuaient de soutenir que l'article XIII excluait des négociations les obligations liées au traitement de la nation la plus favorisée, à l'accès aux marchés et au traitement national alors que d'autres soulignaient que le mandat énoncé à l'article XIII:2 n'incluait pas de limites de ce type.

7. Les Membres ont noté que les travaux du Groupe de travail des règles de l'AGCS et du Groupe de travail de la transparence des marchés publics pouvaient se chevaucher. Le premier groupe devrait avoir connaissance des questions pertinentes soulevées au sein du second.

⁵ JOB(03)/20.

⁶ JOB(02)/200 et --/Rev.1.

⁷ S/WPGR/W/4/Add.1.

⁸ S/WPGR/9.

⁹ S/WPGR/7.

¹⁰ S/WPGR/M/42.

¹¹ S/WPGR/W/41.

¹² S/WPGR/W/39.

¹³ S/WPGR/W/42.

8. À sa réunion des 13 et 14 mai 2003, le Groupe de travail a demandé au Secrétariat de l'OMC d'élaborer une note présentant un *Aperçu des dispositions relatives aux marchés publics figurant dans les accords d'intégration économique*. Cette note a été publiée le 24 juin 2003.¹⁴

9. Le 30 juin 2003, M. Santiago Urbina, Président du Groupe de travail, a présenté sous sa responsabilité une note dans laquelle il faisait rapport sur l'avancement des travaux, comme le prescrivait le programme de travail sur les marchés publics adopté le 22 juillet 2002.¹⁵

III. NÉGOCIATIONS SUR LES SUBVENTIONS AU TITRE DE L'ARTICLE XV DE L'AGCS

10. La délégation polonaise a fait distribuer une contribution informelle contenant un certain nombre de réflexions sur la définition des subventions dans le domaine des services.¹⁶ Deux principaux points sont ressortis du débat: i) la portée de la définition générique des subventions dans le domaine des services, y compris la pertinence de la définition contenue dans l'Accord SMC; et ii) la signification de la notion de subventions qui faussent les échanges ou qui "peuvent donner lieu à une action". Plusieurs délégations ont rappelé le mandat figurant à l'article XV de l'AGCS, à savoir que les Membres échangeront des renseignements au sujet de toutes les subventions en rapport avec le commerce des services qu'ils accordent à leurs fournisseurs de services nationaux. Plusieurs délégations ont également souligné qu'il était nécessaire de recueillir de plus amples renseignements sur les subventions dans le domaine des services auprès des Membres ainsi que d'autres sources, comme d'autres organisations intergouvernementales.

11. Le 17 mars 2003, le Président a fait distribuer une version révisée de la *Liste de questions concernant les subventions*¹⁷ comme il avait été convenu à la réunion de février.¹⁸ Cette nouvelle révision, de nouveau établie sous la responsabilité du Président, comprenait deux changements. Premièrement, la question de la catégorisation des subventions était explicitement mentionnée au premier point, qui concernait la définition d'une subvention dans le secteur des services. Deuxièmement, une nouvelle question avait été ajoutée, qui concernait les notions pertinentes pour déterminer quelles subventions devraient être considérées comme ayant des effets de distorsion des échanges. La *Liste de questions* ne préjugait pas de la position des Membres.

12. Le 30 juin 2003, M. Santiago Urbina, Président du Groupe de travail, a présenté, sous sa responsabilité une note dans laquelle il faisait rapport sur l'avancement des travaux, comme le prescrivait le programme de travail sur les subventions adopté le 22 juillet 2002.¹⁹

¹⁴ S/WPGR/W/44.

¹⁵ S/WPGR/11.

¹⁶ JOB(02)/207.

¹⁷ JOB(03)/57.

¹⁸ La première version de la Liste de questions a été distribuée dans le Job n° 4519 du 17 juillet 2000.

¹⁹ S/WPGR/10.